

Perspectives universitaires pour 2008

Le SNESUP présente à tous les lecteurs de sa lettre flash ses meilleurs vœux pour 2008 !

La contestation de la loi LRU ne s'est pas éteinte avec l'année 2007. Malgré toutes les annonces du gouvernement mobilisant caméras et micros sans compter, ni les étudiants, ni les enseignants-chercheurs et enseignants, ni les personnels de l'enseignement supérieur n'ont vu la moindre amélioration de leurs conditions et perspectives d'études et de travail depuis des mois.

Ce n'est pas le budget 2008 qui modifie la donne d'une année universitaire plus morose que d'ordinaire sauf du côté de certains présidents d'université, comme aspirés dans le bouleversement institutionnel présidentieliste de l'actuel locataire de l'Élysée et de la loi LRU (loi Pécresse).

Trois enjeux cristallisent le rejet de la politique universitaire du gouvernement.

- Avec le plan « licence », la ministre a voulu donner le change, comme prêtant une attention nouvelle aux difficultés des étudiants à l'entrée à l'université. La pluridisciplinarité floue d'une première année universitaire -redéfinie brutalement par le ministère- transformée en « plateforme de transit » ne délivre ni des contenus novateurs attendus par ceux qui sortent de l'enseignement secondaire, ni de solides possibilités de construire par chacun des étudiants un authentique parcours de réussite. Enfin l'absence de toute création d'emploi pour délivrer un surcroît d'enseignement dans des conditions pédagogiques améliorées (petits effectifs, nouvelles technologies, ...) ôte tout crédit à ce discours ministériel.
- La révision des liens entre les organismes (CNRS, INSERM, INRA, INRIA, IRD, ...) et les universités, les menaces sur les statuts, les interrogations sur les équilibres entre les financements réguliers des laboratoires et ceux assignés à des contrats spécifiques de court terme, angoissent toutes les générations de chercheurs dans toutes les disciplines. Alors qu'hors de nos frontières l'immense creuset que constitue notre système public diversifié de recherche est apprécié, qu'il soit menacé de liquidation au profit de niches scientifiques réduites est un scandale. Les rythmes propres de la recherche, le temps nécessaire à la formation des nouvelles générations de scientifiques actifs, sont totalement ignorés. Le pouvoir politique entend privilégier une logique d'institutions scientifiques (dont l'horizon emblématique est le « classement de Shanghai ») contre les logiques scientifiques singulières.
- Enfin la liquidation des pratiques universitaires collégiales portées par des conseils nombreux et représentatifs (fondés sur l'élection) au profit de nouvelles hiérarchies qui imposent aux personnels des alourdissements des charges de travail et des entorses aux statuts (de fait vite vidés de tout caractère protecteur) relève d'une vision idéologique entrepreneuriale très éloignée des besoins.

Après la vague de grèves et manifestations essentiellement portées par les mobilisations étudiantes de l'automne, tous les problèmes demeurent, même s'ils sont désormais éclairés sous un jour neuf. Le gouvernement a indéniablement dû communiquer « en recul » sur les questions de sélection, de financement, de service public.

C'est dans la durée donc, combinant les formes externes de mobilisation (grèves, manifestations, ...) et les formes institutionnelles liées à un patrimoine démocratique encore vivace qu'il convient de mettre en échec la loi LRU. Beaucoup d'universitaires, des « collectifs » diversifiés de personnalités et bien sûr le SNESUP entendent faire résonner les premiers jours de 2008 de leurs revendications. La journée de grève du jeudi 24 janvier s'inscrit dans cette perspective.